

Délibération n°2026_02_05_17

Objet : Astreintes du personnel communal - Ajout des agents de la filière technique du service logistique

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 5 FÉVRIER 2026

L'an deux mille vingt six, le cinq février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 30 janvier 2026, s'est réuni à 19h01, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jean-Marc MALEK - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Jean-Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 Juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2016_09_27/14 fixant le régime des astreintes du personnel communal ;

Considérant qu'il est nécessaire d'inclure les agents de la filière technique du service logistique compte tenu des missions qui leur sont confiées ;

Considérant l'organigramme actuel de la collectivité ;

Les modalités de recours et d'organisation des astreintes pour le personnel technique et non technique définies comme suit :

MISSIONS	SERVICE	FILIÈRE	PÉRIODE D'ASTREINTE
Manifestations culturelles	Service culture Service logistique Service traditions et animations arènes	Culturelle Technique	Semaine, week-end, nuit, jour férié selon les nécessités
Sécurité	Service sécurité publique	Police municipale	
Techniques	Service technique	Technique	

Il est précisé que, pour le personnel technique, l'astreinte peut être d'exploitation, de sécurité ou de décision selon les nécessités.

Les modalités de rémunération sont fixées selon la réglementation en vigueur.

Les interventions pendant une période d'astreintes sont rémunérées en heures supplémentaires telles que précisées dans la délibération du Conseil municipal correspondante.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à appliquer les indemnisations des astreintes du personnel communal dans les conditions définies ci-dessus.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols, le 6 février 2026

Le Maire,

Jean-Pierre RICO

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.